



## Atelier 2 : Comment faire émerger une infrastructure mutualisée de réemploi ? Annexe 7

**Table 2: Gouvernance et fonctionnement**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"><li>• Capacité à générer des emplois locaux, notamment en insertion</li><li>• Potentiel de montée en compétence via des formations ciblées</li><li>• Flexibilité juridique et financière selon la forme (SCIC, SCOP, association)</li><li>• Valorisation environnementale renforcée par la sortie du statut de déchet</li><li>• Retours d'expérience positifs (Bernheim, HPS) comme leviers de crédibilité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de logique économique dominante en gouvernance privée</li><li>• Complexité juridique liée à la responsabilité et au statut des matériaux</li><li>• Difficulté à garantir la qualité du tri sans encadrement public</li><li>• Nécessité d'un portage politique fort pour sécuriser les arbitrages</li><li>• Manque de transparence sur les flux et les potentiels réels des matériaux</li></ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"><li>• Opportunité de structurer une gouvernance semi-publique avec délégation de service ESS</li><li>• Appui sur la Loi ESS pour accélérer la mise en œuvre</li><li>• Financements publics mobilisables (AMI, ADEME, Province Sud)</li><li>• Développement d'un modèle économique mixte : revente + prestations</li><li>• Mutualisation des moyens logistiques et techniques</li><li>• Benchmark international pour identifier les meilleures pratiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Risque de captation de valeur par des acteurs privés non coopératifs</li><li>• Pression des importateurs et des opérateurs traditionnels du déchet</li><li>• Flou juridique sur les responsabilités en cas de sinistre ou non-conformité</li><li>• Faible rentabilité perçue si les volumes restent limités</li></ul>